

## CODE DE LA ROUTE

## Ce qui va changer

**Le texte de loi relatif à l'organisation et la sécurité de la circulation routière a été adopté ce mardi par l'Assemblée populaire nationale (APN). Il s'agit d'une modification et d'un complément pour la loi 01-14 de 2001 régissant le permis à points et le durcissement des sanctions.**

**Naouel Boukir- Alger (Le Soir)** - Les onze premiers mois de 2016 ont enregistré une baisse des indices de l'insécurité routière comparativement à 2015. On a observé 27 168 accidents, soit un fléchissement de plus de 17%, ayant engendré 3 718 décès et 41 544 blessés, un chiffre sous le seuil des 4 000 pour la première fois depuis cinq ans.

Les pouvoirs publics disent vouloir pérenniser cette courbe vers la baisse avec l'instauration du permis à points et le durcissement des sanctions.

## Système du permis à points

Chaque permis à points dispose d'un crédit de 24 points qui sera réduit à chaque infraction commise par son titulaire. Parallèlement, le contrevenant fait également l'objet d'une amende forfaitaire et de sanctions pénales selon les cas. Par contre, durant l'intervalle probatoire de deux ans, le permis de conduire est affecté d'un capital de 12 points seulement. Au cours de cette période, l'infraction commise entraîne systématiquement l'annulation du permis de conduire.

Le décrochement des points est soumis à un barème qui catégorise quatre degrés de contraventions qui portent sur un retrait de 1 à 6 points selon leur nature ; à préciser qu'en cas de délit ce sont 10 points qui seront retirés du document. Dès lors où tous les points ont été résiliés, le permis devient invalide et son titulaire est contraint de le remettre aux services habilités du ministère de l'Intérieur. En effet, le système du permis à points sera géré par le ministère de l'Intérieur à travers un fichier national des permis de conduire devant recenser toutes les infractions de la route au niveau national.

Dans le cas de retrait du permis justement, la personne concernée ne peut postuler à l'obtention d'un nouveau permis de conduire, qui sera soumis à la période probatoire, qu'au bout de 6 mois à compter de la date de remise de son permis. A noter que le délai en question s'allonge à un an si son permis a été invalidé à deux reprises en

l'espace de cinq ans. Toutefois, en plus des sanctions pénales et des amendes évidemment, le permis à points peut également faire l'objet de suspension dans des situations de délits, sachant que sa durée varie selon la nature de ceux-ci.

## Hausse des amendes et durcissement des sanctions

Il va de soi que les amendes forfaitaires pour chaque degré de contravention ont été revues à la hausse. Pour ce qui est de celles de 1<sup>er</sup> degré relatives à la présentation de documents et l'usage d'un équipement de véhicule non conformes, cette amende est fixée à 2 000 DA. Celles dites de 2<sup>e</sup> degré, empiètement d'une ligne continue, arrêt et stationnement abusifs entre autres, sont passibles d'une amende forfaitaire de 2 500 DA. Concernant les sanctions liées à l'excès de vitesse, l'intéressé risque une amende allant entre 10 000 DA et 50 000 DA dès qu'il dépasse la vitesse limite autorisée de 30% et plus.

Est puni d'un emprisonnement allant de six mois à deux ans et d'une amende variant entre 20 000 DA et 50 000 DA tout conducteur d'un véhicule de trans-

port de marchandises dont le poids total autorisé en charge, ou le poids total roulant autorisé est supérieur à 3 500 kg, ou d'un véhicule de transport de personnes de plus de 9 places, qui serait, suite au non-respect des prescriptions légales du temps de conduite et du temps de repos, à l'origine d'un accident de la circulation routière ayant engendré un homicide involontaire. A ce propos, le nouveau texte oblige les conducteurs de ce type de véhicules à les équiper d'un chrono tachygraphe qui enregistre le temps de conduite, la vitesse et la distance parcourue. Il sera à la charge d'un Conseil intersectoriel auprès du Premier ministre de définir la politique et de la stratégie nationale de prévention et de sécurité routière et de la coordination institutionnelle entre l'ensemble des acteurs concernés.

Revenant sur les contraventions de 3<sup>e</sup> classe soumises à des amendes forfaitaires de 3 000 DA, cela porte sur le non-respect de l'obligation du port du casque pour les conducteurs et passagers des cyclomoteurs et motocyclettes, la défaillance des dispositifs d'éclairage et de signalisation des véhicules automobiles, le transport des enfants de moins de 10 ans aux places avant ainsi que l'arrêt et le stationnement dangereux.

Pour finir avec les contraventions dites de 4<sup>e</sup> classe et passibles de 5 000 DA d'amende, elles



Photos : DR

De nouvelles sanctions pour les automobilistes.

concernent l'usage manuel du téléphone portable, l'utilisation d'un casque d'écoute radiophonique et la mise en marche, à l'avant du véhicule, d'appareils audiovisuels durant la conduite. Il en va de même pour le non-respect de la distance légale entre les véhicules en mouvement et la priorité de passage dans les intersections. Ainsi que les manœuvres interdites sur les autoroutes et les routes express, l'emprunt de certains tronçons interdits à la circulation et l'état de conformité des pneumatiques des véhicules à moteur.

Par ailleurs, dans le cas de non-paiement de l'amende forfaitaire relevant des contraventions, après un délai de 45 jours à partir de la date de la constatation de l'infraction, un procès-verbal de non-paie-

ment est transmis au procureur de la République. Comme conséquence pécuniaire, l'amende sera majorée à 3 000 DA pour les contraventions du 1<sup>er</sup> degré, à 4 000 DA pour les contraventions du 2<sup>e</sup> degré, à 6 000 DA pour les contraventions du 3<sup>e</sup> degré et à 7 000 DA pour celles de 4<sup>e</sup>me degré. Et ce, en plus d'un retrait systématique de deux points complémentaires du permis à points.

Ce durcissement des sanctions et la révision des amendes à la hausse surtout n'intervient pas seulement dans un cadre exclusivement lié à la sécurité routière mais c'est également, voire principalement, afin de renflouer le Trésor public et limiter relativement les besoins de l'Etat en matière de liquidités.

N. B.

## ABDELMALEK BOUDIAF À BLIDA :

## «L'Algérien doit cesser d'aller se faire soigner chez des charlatans à l'étranger»

**Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, s'est rendu mardi dernier aux environs de 19 heures à l'hôpital Frantz-Fanon de Blida pour rendre visite aux enfants victimes de l'explosion d'un ancien projectile, survenue lundi dernier à Mouzaïa (voir notre article de l'édition de mardi dernier).**

Alors qu'il avait rassuré leurs parents de la prise en charge pleine et totale de leurs enfants, le ministre de la Santé avait été invité à se rendre au chevet d'un septuagénaire qui

venait de sortir du bloc opératoire après avoir subi une lourde intervention de pose de deux prothèses du col du fémur.

A préciser que ce patient a été hospitalisé auparavant dans une clinique en Tunisie, mais a connu le calvaire car, selon lui, l'opération n'avait pas réussi. Il a été de suite admis au service de chirurgie orthopédique de l'hôpital Frantz-Fanon de Blida.

Réagissant à ce cas de figure, le ministre de la Santé dira que les citoyens algériens doivent faire confiance en leurs médecins et cesser d'aller se faire soigner chez des «charlatans» à l'étranger.

Dans le même ordre d'idées, il reconnaîtra que des sommes colossales sont dépensées

dans des cliniques à l'étranger. Cependant, il dira que ceux qui ont les moyens financiers sont libres de se faire soigner à l'étranger mais pour lui, ils ne trouveront pas meilleurs professeurs que les Algériens.

Après Frantz-Fanon, Abdelmalek Boudiaf s'est rendu à l'hôpital Benboulaïd où se trouvaient quatre autres enfants victimes de l'explosion. Touchés dans diverses parties du corps, ils ont subi des interventions au service de chirurgie infantile. A leur sujet, le ministre a fait savoir qu'ils quitteront l'hôpital dans les deux prochains jours à l'exception d'un enfant qui y restera en observation jusqu'à sa totale guérison.

M. B.

## ALI BEY NASRI :

## «La gamme des produits exportés a été élargie»

**L'augmentation du nombre des exportateurs a contribué à élargir la gamme des produits exportés, parmi lesquels figurent des équipements électroménagers, des câbleries électriques et des téléphones mobiles, s'est félicité Ali Bey Nasri, président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), lors de son passage hier sur la Chaîne 3.**

Ali Bey Nasri a indiqué que c'est la première fois que les exportateurs algériens constatent une certaine réactivité dans le domaine de la réglementation des changes.

«Les choses évoluent dans la bonne voie, explique-t-il, avec une remise en cause de certaines réglementations obsolètes, parmi lesquelles le contrôle des changes», dont il souhaite la refonte totale. Le président de l'Anexal

ne manque pas d'exhorter les autorités financières du pays à prendre des décisions audacieuses à même de permettre à la réglementation des changes de se mettre aux standards internationaux. Ne mâchant pas ses mots, il estime que notre pays a accusé d'énormes retards sur le chapitre relatif aux exportations.

Le représentant des exportateurs déplore que la réglementa-



Ali Bey Nasri, président d'Anexal.

tion qui gère les investissements à l'étranger «bride» les exportateurs algériens qui ne savent pas encore comment s'y prendre lorsqu'ils

sont confrontés aux marchés étrangers. Il appelle à leur donner «les mêmes outils que ceux utilisés ailleurs dans le monde». Se vou-

lant positif, le président de l'Association des exportateurs reconnaît que sous certains aspects, les choses ont évolué positivement, à la lumière des notables facilitations désormais accordées par les douanes pour faciliter l'acte d'exporter.

Revenant sur le contenu du nouveau code des douanes adopté mardi dernier par les députés de la majorité à l'APN, l'invité de la Chaîne 3 constate que «c'est la première fois, depuis l'indépendance, que l'Algérie pourra avoir une visibilité précise sur ses échanges commerciaux et connaître, ainsi, les niveaux de ses importations et exportations».

Y. D.